

Destruction du camp de la Villette: la préfecture de police met en danger des personnes précarisées et ne résout (toujours) rien

La destruction du camp de la porte de la Villette sur ordre de la préfecture de police met de nombreuses personnes en danger. Il est urgent de proposer une solution durable de prise en charge de toutes ces personnes.

La préfecture de police de Paris a détruit ce lundi 24 janvier le camp de la porte de la Villette où elle avait déplacé des consommateurs de crack en septembre dernier. Une nouvelle fois, sans concertation avec les acteurs associatifs et sans qu'aucune solution durable ne soit proposée.

Une opération qui met en danger les occupants du camp

Cette intervention inhumaine et indigne a pour conséquence **la mise en danger des personnes déjà très précarisées et présentant de nombreuses problématiques.**

Nassés toute la journée, les occupants du camp ont perdu leurs papiers et ont été empêchés de se rendre à des rendez-vous médicaux pourtant urgents et nécessaires. La destruction de leurs habitats de fortune, certes indécentes dans une société développée, revient à les mettre à la rue sans protection. **Aucune mise à l'abri ne leur a été proposée pour affronter une nuit de température négative.**

Les solutions existent

Pourtant, les associations le disent depuis plusieurs années, des solutions existent et ont été identifiées et présentées aux pouvoirs publics. Cela nécessite d'abord une coordination d'ensemble pour proposer une solution durable. D'autres villes dans le monde ont réussi à relever ce défi.

La chambre régionale des comptes l'a d'ailleurs rappelé dans un rapport de décembre 2021: le problème du crack à Paris est loin d'être insoluble.

Mais veut-on résoudre les problèmes posés par le crack à Paris ou assistons-nous à un jeu politique aux dépens des consommateurs de crack, des habitants du quartier et des soignants amenés à intervenir dans des conditions difficiles?

Refusant de construire, l'État s'obstine à détruire. En accentuant la vulnérabilité des personnes, il aggrave les problématiques. **Une fois de plus nous constatons la prédominance du ministère de l'Intérieur sur celui de la Santé et l'incapacité à construire une approche cohérente. Nous posons la question: à quoi joue l'État?**

Contacts presse

Nathalie Latour,
déléguée générale, Fédération Addiction
n.latour@federationaddiction.fr
06 12 21 07 25

Margaux Lesage,
chargée des relations presse, Médecins du monde
margaux.lesage@medecinsdumonde.net
06 09 17 35 59